

LA REVUE DES LIVRES

par Pierre Rosanvallon

LES COMPTES**DE LA PUISSANCE**

par François Fourquet

Ce livre a pour objet de retracer l'histoire de la comptabilité nationale et de la planification en France. Ce pourrait être ennuyeux, mais c'est lumineux. C'est le récit d'une aventure dans l'administration française : celle d'un noyau de hauts fonctionnaires (Claude Gruson, Jean Serisé, Simon Nora, Jacques Mayer, François Bloch-Lainé, etc.) réunis par un même projet : donner au pays des instruments fiables de gestion et de prévision macro-économiques.

Il fait à juste titre une place centrale au SEEF (Service des études économiques et financières du ministère des Finances) créé par Claude Gruson avant que celui-ci ne prenne la direction de l'INSEE. Ce service, qui deviendra plus tard la Direction de la prévision, fut en effet le véritable laboratoire intellectuel et technique de mise au point de la comptabilité nationale actuelle. Ce fut également une pépinière d'économistes hauts fonctionnaires que l'on retrouve aujourd'hui un peu partout aux postes clefs. C'est aussi l'histoire d'une génération.

Mais l'intérêt de ce livre ne s'arrête pas là. Il a également une portée sociologique. Il montre de façon remarquable comment ont pu fonctionner autour des années 1960 de véritables réseaux transversaux dans l'administration, capables de mettre en œuvre un projet collectif. Mécanisme que l'asservissement accru des hauts fonctionnaires au pouvoir politique rend plus difficilement reproductible aujourd'hui.

Fourquet a inséré tout ce passionnant travail, habilement mis en forme à partir des témoignages des acteurs, dans une perspective théorique très forte : celle de l'analyse des rapports entre le pouvoir et le savoir sur la société. Il a rédigé sur ce thème une vigoureuse et séduisante annexe. Un livre important.

« Encres », Editions Recherches, 462 pages.

ques centimes de la part de chaque automobiliste qui gagnerait ainsi un temps précieux ; ce serait donc également l'intérêt de ces derniers.

La généralisation du marché est-elle donc la seule façon de réduire ces effets pervers ? C'est l'opinion de Schelling dont la démarche rejoint celle de tous les théoriciens néo-libéraux qui radicalisent et généralisent le postulat utilitariste de « l'homo economicus ».

A la limite de la sociologie et de l'économie théorique, dans une optique proche de celle de Raymond Boudon en France, son livre pose de façon exemplaire la question de la pertinence et des limites du libéralisme méthodologique. C'est, en effet, au cœur du traitement de ces paradoxes que se joue la validité intellectuelle de la micro-économie. Le principal axe de la critique de cette démarche : le contrat social n'a pas seulement une base utilitariste, la société est aussi réglée par des normes morales et politiques, un certain sens de la solidarité. Aucun marché, aucune intervention étatique ne dispensera jamais complètement de la nécessité d'actions « gratuites » ou politiques. La société ne pourra jamais fonctionner de façon complètement mécanique.

PUF, 248 pages.

LE CAPITAL SOCIALISTE

par Bernard Chavance

Ce livre a pour objet de retracer l'histoire de l'économie politique en URSS de 1917 à 1954 : de Lénine à Staline, en passant par Préobrajensky et les auteurs des différents manuels « officiels » d'économie politique. La thèse de l'auteur, fondée sur une rigoureuse critique de cette littérature, est que « l'économie politique du socialisme représente une expression théorique des apparences réelles du capitalisme étatique, une construction idéale fondée sur les formes fétichistes qui correspondent à un tel système ». Travail bien documenté, mais la conclusion et la méthode peuvent vraiment être discutées.

Le Sycomore, 328 pages.